

COMMUNIQUE DU 2 mars 2010

TOGO : DIALOGUE INCLUSIF OU MONOLOGUE EXCLUSIF !

Le CVU écrivait le 1^{er} février que « *Le dialogue inclusif n'est assurément pas la seule condition d'une sortie de crise, c'est un piège. Il faut un contrat exclusif pour refaire les élections propres au Togo* ».

Si Faure GNASSINGBE souhaite vraiment initier un véritable dialogue en vue d'une sortie de crise politique au Togo, il doit adresser directement et dans la transparence, une invitation, sans contreparties, aux dirigeants des partis politiques et **aux organisations de la société civile**, pour les convier à une rencontre commune et publique. Il ne peut y exposer unilatéralement que sa propre vision du Togo. Il doit affirmer que toutes solutions ne peuvent qu'être un consensus entre l'ensemble des structures représentatives de la population togolaise et de la diaspora qu'il refuse toujours de recenser.

Or, par l'intermédiation du Ministre de l'Administration territoriale, il fait porter, en catimini, ses invitations uniquement à certains partis politiques, avec une prédilection pour des entretiens individuels. La transparence, ne semble donc pas être de mise !

L'Alliance nationale pour le Changement ANC, a posé des conditions pour se rendre à cette réunion¹. Il était en fait question d'attirer l'ANC dans une réunion à la Présidence afin de permettre au Premier Ministre Gilbert HOUNGBO en mission auprès de l'Union européenne d'annoncer en fanfare que le dernier bastion de « résistance » à savoir le FRAC et l'ANC, sont « rentrés » dans le processus dit de « dialogue » voulu par le Gouvernement et selon les principes du régime RPT/AGO. L'ANC a donc eu raison de ne pas s'associer à ce qui aujourd'hui lui aurait coûté sa crédibilité sans compter l'usage médiatique qui aurait pu être fait à l'étranger par certains spécialistes officiels de la désinformation et de la pensée unique.

En l'absence de l'ANC, si l'on se réfère aux récentes déclarations, rendues publiques par les protagonistes de ce « dialogue inclusif » voulu par Faure GNASSINGBE, celui-ci semble finalement tourner au monologue exclusif. Personne ne connaît la teneur de l'Agenda, encore moins l'ordre du jour final, ni même ce qui a été dit, ce qui a été décidé... Bref sans l'ANC et le FRAC, le dialogue-monologue n'a pas eu lieu. Le piège a ainsi été évité.

Dans un communiqué, Pascal BODJONA, le ministre de l'Administration territoriale, au nom du Gouvernement, a « *déploré* » l'attitude des responsables de l'ANC qui ont rejeté la « *main tendue du chef de l'Etat* », qualifiant de « *chapelet* » les préalables exposés par Jean-Pierre FABRE, le Président de l'ANC, en réaffirmant toutefois que « *les portes du dialogue restent ouvertes* »².

Si, entre autres préalables, la libération des prisonniers politiques, la plupart innocents, retenus sans jugement, est une condition insurmontable pour le Gouvernement RPT/AGO, il n'y a aucune chance de dialogue constructif possible au Togo.

¹ Voir la réponse datée du 25 janvier du FRAC représenté par Jean Pierre Fabre, à Pascal BODJONA : Jean Pierre Fabre, « La réponse de l'ANC à l'invitation au dialogue "inclusif" de Faure Gnassingbé » FRAC, voir < <http://www.anctogo.com/la-reponse-de-lanc-a-linvitation-au-dialogue-inclusif-du-chef-de-letat-faure-gnassingbe-2191>>

² Pascal Bodjona, « Dommage, mais... », communiqué du gouvernement, in Republic of Togo online, voir <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Politique/Dommage-mais>



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

Avec une telle attitude toute réconciliation est repoussée à une date indéfinie. Il n'y a, en l'occurrence, aucun geste crédible du Gouvernement togolais pour un véritable dialogue entre acteurs responsables ! Il y a seulement l'expression d'une volonté unilatérale d'utiliser des capacités dilatoires pour bernier les diplomates bien intentionnés. Cela ne doit pas tromper la communauté internationale.

Comment est-ce qu'un dialogue peut être « inclusif » lorsque l'un des deux Présidents du Togo est absent ? Il faut espérer que l'acceptation des invitations pour le fameux « dialogue inclusif ne s'est pas faite à coups de millions de Franc CFA », à moins que ce ne soit des millions d'Euros !

Le CVU-Togo-Diaspora propose donc que :

1. Le Gouvernement togolais fasse connaître une liste officielle des partis politiques et organisations de la société civile y compris ceux de la Diaspora qui seront invités à participer à une véritable **Conférence Ouverte** à partir d'un Agenda qui reste à déterminer entre les protagonistes ;
2. Le régime du RPT/AGO donne un signe de bonne volonté en accédant au moins quelques uns des préalables formulés par le FRAC ; à ce titre, la libération des prisonniers politiques et les innocents des prisons du Togo est une condition sine qua non ;
3. L'ensemble des propositions recueillies ne peuvent pas être traitées par le Gouvernement qui a perdu toute sa crédibilité dans la médiation, ni par des structures qui lui sont affiliées. Il y a donc besoin de former un comité d'experts togolais, regroupant sur une base de répartition équitable, des représentants des partis politiques, mais aussi les organisations de la société civile au Togo et dans la Diaspora, en respectant une répartition équitable en provenance des différentes préfectures du pays et une véritable représentativité des femmes y compris dans la Diaspora ;
4. A ce titre, les propositions formulées par le CVU-Togo-Diaspora de parvenir à un **Contrat exclusif portant sur les réformes institutionnelles, la création d'emplois et le pouvoir d'achat, la sécurité, et les libertés ne peuvent que conduire à l'acceptation** d'une période de transition pour refaire des élections propres au Togo.

La Vérité des urnes garde bien tout son sens ! Le Gouvernement transition devient incontournable pour une sortie de crise pacifique, avant que les effets collatéraux des révolutions de la jeunesse dans les pays arabes pour un ordre social sans corruption n'atteignent le Togo ! L'armée républicaine togolaise doit commencer à s'intéresser à son futur : la Cour pénale internationale ou l'appui aux forces sociales en soutien à l'autodétermination du Peuple togolais.

1^{er} mars 2010



Collectif pour la Vérité des Urnes

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Coordinateur international provisoire

François FABREGAT

Responsable de la communication



Collectif pour la Vérité des Urnes

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org